

LES MILLIARDS DE "L'OR GRIS"

Malgré un coup de mou au niveau de la production, les **industriels du ciment** engrangent des marges mirifiques grâce, entre autres, à une forte optimisation des coûts. Mais pas que! Plongée dans une filière aussi profitable que concentrée.

Sara Bar-rhout

La baisse continue du rythme de construction des logements sociaux a-t-elle affaibli les marges des cimentiers? Si l'on ajoute à cela le recul de l'auto-construction et le ralentissement des projets immobiliers de moyen standing, peut-on dire que la situation devient critique? Certes, la contre-performance enregistrée par les ventes de ciment en 2017 (-2,54%) a de quoi inquiéter. Pour autant, dans les états-majors des cimentiers, l'heure n'est pas du tout à la panique. Et pour cause, en dépit de la surcapacité de production qui prévaut depuis plusieurs années, les principaux opérateurs du secteur continuent à dégager de robustes bénéfices.

Rentabilité certaine

Les raisons de cette santé éclatante sont multiples, à commencer par la stabilité des prix et la maîtrise des coûts. Sans oublier que le calcaire (ou roche calcaire) est une matière première disponible en abondance au Maroc, où la majorité des carrières sont exploitables à ciel ouvert. Conséquence: des marges brutes oscillant entre 40% et 50% et une rentabilité record. Pour une production annuelle de 100.000 tonnes, il faut compter un investissement de 60 MDH en moyenne, mais il est tout à fait possible de récupérer la totalité

de sa mise au bout de la 3e voire la 2e année. La situation des cimentiers est d'autant plus confortable que la nature périssable du ciment et la difficulté à le transporter rendent son importation très difficile. Malgré un régime douanier favorable, les importateurs se heurtent ici à une barrière naturelle, renforcée par le fait que le ciment brut périmé au bout de 3 mois et que les installations nécessaires à son transport dans des conditions optimales nécessitent un investissement de 40 millions de dollars en moyenne.

L'aubaine des prix

En 2012, un rapport du Conseil de la concurrence sur le secteur faisait ressortir une situation où domine une «logique d'oligopole» avec un prix du ciment qui n'est réglementé par aucune autorité, qui dépend largement du coût de l'énergie côté production et du coût du transport pour ce qui est de la vente. Ses auteurs soulignaient aussi «une certaine homogénéité du prix du ciment par rapport à une industrie dominée par cinq producteurs [désormais 4, Ndlr], ce qui donne l'impression d'un tacite accord sur les prix». Un postulat que confirment les deux analystes financiers contactés par EE : «La baisse de consommation est souvent accompagnée d'une hausse des prix.

D'autant plus que les prix du ciment n'exercent aucune pression ni à la hausse ni à la baisse sur le coût final des logements », expliquent-ils. En effet, quel que soit le prix de vente d'un logement, le ciment n'en représente que 5 à 10% ; l'essentiel du prix étant déterminé par la phase de finition.

Roche généreuse

Le calcaire, principal intrant dans la production du ciment - outre les argiles, est à la fois abondant et bon marché. D'après le professeur Abdelfatah Tahiri, responsable du Centre de Recherche «Géophysique, Patrimoine naturel et Chimie verte» et du Laboratoire Géo-Biodiversité et Patrimoine Naturel à l'Institut scientifique de l'Université Mohammed V de Rabat, «bien qu'il n'y ait pas d'estimation sur les gisements, en surface et sub-surface, de calcaire (ou carbonate de calcium), ce 'géo-matériau' est disponible en quantité importante dans les montagnes du Maroc, en Algérie ou encore en Tunisie, contrairement à l'Afrique subsaharienne, où cette roche (à intérêt industriel) n'est pas aussi présente». En dépit de cette abondance, une liste du ministère de l'Équipement datant d'octobre 2012 recensait seulement 44 carrières de calcaire en exploitation. Un nombre qui ne représente que 2% des carrières recensées à cette date. Si la durée moyenne d'exploitation des carrières varie entre 5 et 60 ans, certaines affichent des durées de vie illimitées. C'est le cas notamment des deux carrières qu'exploite LafargeHolcim Maroc à Berkane ou de celles de Nouaceur et Skhirat-Temara qui affichent une production de 600.000 tonnes par an. L'autre caractéristique de la roche calcaire «c'est qu'elle est souvent exploitable à ciel ouvert. C'est le cas de la plupart des carrières exploitées par les cimentiers», ajoute

Malgré la morosité des ventes, aucun cimentier n'est déficitaire

le professeur Tahiri. La dernière en date, c'est la carrière qu'exploitera Takcem, la filiale cimentière de SGTM, à Ouled Ghanem dont les réserves sont estimées à plus de 73 millions de tonnes, soit environ 55 ans d'alimentation de l'usine. Un des analystes contactés précise que la richesse du calcaire marocain, explique en grande partie l'itinéraire de croissance emprunté par les industriels marocains en Afrique subsaharienne, où cette roche est rare.

L'export, relais de croissance?

Si l'abondance du calcaire offre des possibilités de production domestique infinie, exporter du ciment demeure une tâche très compliquée contrairement au clinker, semi-produit rentrant dans la fabrication du ciment (lire encadré). Selon les statistiques de l'Office des changes, les exportations marocaines de clinker vers l'Afrique ont totalisé en 2017 près de 1,17 million de tonnes pour 404

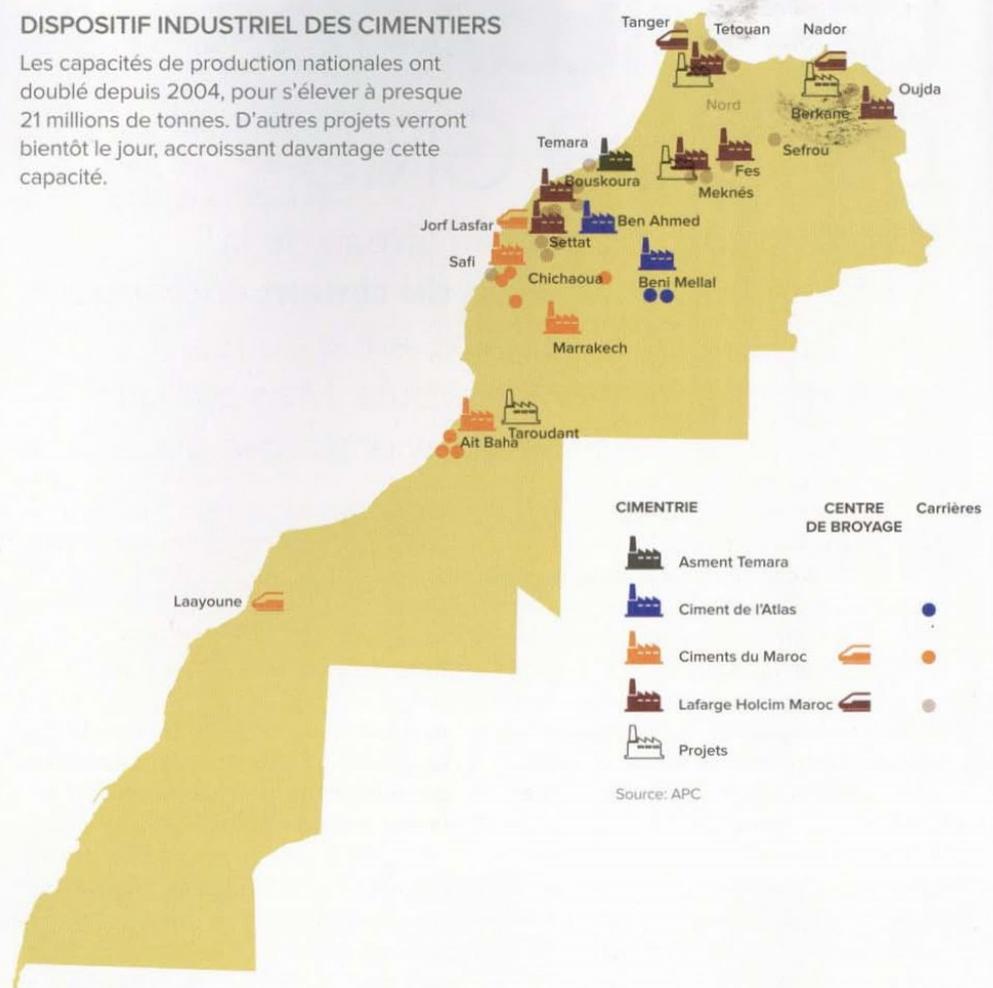


Comment fabrique-t-on du ciment?

Le clinker est le principal constituant des ciments. Il est obtenu à partir de la cuisson d'un mélange approprié de calcaire (80%) et d'argile (20%) en moyenne. Pour obtenir du clinker, la matière première (le calcaire issu de carrières à ciel ouvert au Maroc) est associée à des additifs, avant d'être préchauffée. Le produit résultant de cette première étape, la «pâte crue» est mélangée à du gypse et du fer avant de passer au four à 1.600 degrés. On obtient ainsi du clinker, dont le passage avec des additifs dans un centre de broyage permet d'obtenir du ciment. C'est la nature de l'additif ajouté au clinker qui détermine la catégorie du ciment.

DISPOSITIF INDUSTRIEL DES CIMENTIERIERS

Les capacités de production nationales ont doublé depuis 2004, pour s'élever à presque 21 millions de tonnes. D'autres projets verront bientôt le jour, accroissant davantage cette capacité.



millions de dirhams. Le niveau de ces exportations varie d'une année à l'autre, notamment selon les analystes parce que l'export est utilisé par les industriels pour maintenir un niveau optimal d'utilisation des capacités! Un moyen de préserver les marges in fine, quand on sait que le clinker est non périssable à la différence du ciment, qu'il est plus léger et que 700 kg de clinker permettent de produire une tonne de ciment.

Réduire davantage les coûts

Autre facteur de compression de coût et non des moindres, l'optimisation énergétique. De fait, l'essentiel des opérateurs ont équipé leurs unités industrielles de dispositifs permettant des économies de consommation: -48% d'énergie thermique, -35% d'électricité et -60% d'eau (ratios cumulés depuis 2011). Selon

les analystes, les équipements en éoliennes ont pour objectif d'alimenter les usines en électricité (lumières et autres équipements) et non pas les fours, très énergivores. Ces derniers utilisent l'énergie thermique alimentée par le petcoke, un matériau solide riche en carbone, issu du raffinage du pétrole, utilisé comme combustible léger. Totalement importé, ce combustible qui pèse lourd dans la quantité d'intrants des industriels est de plus en plus remplacé par des pneus déchiquetés ou des huiles usagées. Par ailleurs, et cela mérite d'être souligné, ces réductions de coût ont aussi permis une atténuation des impacts environnementaux. Selon Ahmed Bouhaouli, directeur délégué de l'Association professionnelle des cimentiers (APC), «ces procédés industriels ont permis une baisse des poussières de 66%, ainsi qu'une

L'optimisation extrême de leur consommation d'énergie permet aux cimentiers de continuer à consolider leurs marges

diminution de 64% des émanations de dioxyde de soufre, de 20% d'oxyde d'azote et de 28% de composés organiques volatils».

Marché concentré

Avec 4 opérateurs seulement – LafargeHolcim Maroc, Ciments du Maroc, Ciments de l'Atlas, Asment Témara – totalisant une capacité installée de 21 millions de tonnes, le marché est ultra-concentré. «Les unités de production suivent une répartition régionale homogène, permettant ainsi d'assurer uniformément les besoins de l'ensemble du territoire national», selon l'APC. Ajoutons-y une meilleure

maîtrise des prix : chaque cimentier positionné sur une région y règne en maître. Toutefois, le développement régional étant très inégal, certains opérateurs souffrent de la baisse de consommation de ciment en 2017, comme à Béni Mellal-Khénifra (-13%) ou encore à Drâa-Tafilalet (-8%), tandis que d'autres profitent de l'euphorie de 2017 comme dans les régions de Dakhla-Oued Ed-Dahab (+30,9%) ou encore Guelmim-Oued Noun (+19,7%). Cette situation pourrait changer avec la possible arrivée d'un 6^e cimentier, si les projets annoncés voient le jour. Celui anciennement annoncé par Ynna Asment est en revanche mort et enterré : ce serait «le seul projet d'Ynna Holding qui n'a jamais abouti», selon les dires d'un acteur proche du dossier. La procédure pour l'octroi du terrain a été complexifiée pour le groupe, le foncier a in fine été accordé à un autre opérateur et... le dossier d'Ynna Asment est à présent entre les mains de la Cour de Cassation. L'arrivée d'un opérateur

de cette envergure dans un marché cloisonné aurait pu être à l'origine d'une guerre des prix, comme ce fut le cas il y a quelques années dans la filière batterie où Ynna avait investi.

Toujours est-il qu'un autre postulant, Anwar Invest, a annoncé la mise en service en 2018 dans la région de Settat d'une usine de ciment dotée d'une capacité annuelle de 2,2 millions de tonnes pour un investissement de 3 MMDH ainsi qu'un centre de broyage à Laâyoune d'une capacité annuelle de 500.000 tonnes. Le groupe SGTm a de son côté annoncé la construction en 2020, dans la région d'El Jadida, d'une usine de ciment d'une capacité annuelle de 1,4 million de tonnes pour un investissement de 2,1 MMDH. Ces nouvelles implantations pourraient chambouler légèrement la donne mais tant qu'aucun opérateur ne sort du cadre, du «prix unique», le ciment continuera longtemps encore à être l'or «gris» du pays. ▀

sbarrhout@sp.ma